



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche

Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires de Lille

Marché de prestations intellectuelles

MISSION DE COMMISSARIAT AUX COMPTES PORTANT SUR LES EXERCICES 2025 A 2030 INCLUS

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Référence de la procédure :

25.P du 18/08/2025

Procédure de passation : appel d'offres ouvert

Table des matières

Article 1 – OBJET ET PERIMETRE DU MARCHE	5
1.1 Préambule	5
1.2 Objet du marché.....	5
1.3 Responsabilité du titulaire.....	6
1.4 Droits et obligations de l’acheteur	6
Article 2 – DESCRIPTION DU MARCHE.....	6
2.1 Définition de la procédure	6
2.2 Forme du marché	7
2.3 Allotissement - Tranches	7
2.4 Intervenants	7
2.5 Considérations relatives aux groupements d’opérateurs économiques et à la sous-traitance....	8
Article 3 – DOCUMENTS REGISSANT LE MARCHE - NOTIFICATIONS	9
3.1 Documents applicables	9
3.2 Documents non applicables	9
3.3 Election de domicile et forme des notifications et informations.....	9
3.4 Echanges dématérialisés	10
Article 4 – DUREE DU MARCHE	10
4.1 Durée initiale du marché	10
4.2 Délai d’exécution.....	10
4.3 Planning d’exécution	11
Article 5 – REGIME FINANCIER	11
5.1 Détermination, forme et contenu des prix	11
5.2 Révision des prix.....	12
5.3 Clause de sauvegarde.....	13
5.4 Avance	13
5.5Acomptes.....	14
5.6 Répartitions des paiements.....	14
5.7 Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire.....	14
5.8 Intérêts moratoires	14
5.9 Emission de titre de recette, le cas échéant	15
5.10 Modifications financières pour circonstances imprévisibles	15
5.11 Cession du marché	16

Article 6 – CONDITIONS ET MODALITES D’EXECUTION DU MARCHE.....	17
6.1 Remplacement des intervenants	17
6.2 Exigences relatives aux prestations.....	17
6.3 Modalités d’intervention.....	18
6.4 Confidentialité et secret des affaires	18
6.5 Principes et bonnes pratiques en matière d’achat de prestations intellectuelles.....	19
Article 7 – CONSTATATION DE L’EXECUTION DE LA PRESTATION.....	19
7.1 Vérification	20
7.2 Réception, ajournement, réfaction et rejet des prestations.....	21
Article 8 – PROPRIETE INTELLECTUELLE	21
8.1 Propriété des connaissances antérieures.....	21
8.2 Cas des créations réalisées par le titulaire dans le cadre du présent marché	22
8.3 Cas des créations réalisées par le Crous et confiées au titulaire	22
8.4 Cas des créations réalisées par le titulaire à partir de ses Connaissances antérieures	23
8.5 Droit moral	23
8.6 Cas des progiciels utilisés pour l’exécution des prestations	23
Article 9 – PENALITES	23
9.1 Pénalités pour retard.....	24
9.2 Pénalités liés à la conduite des prestations	24
9.3 Pénalités relatives à la déclaration d’activité de l’entreprise et la déclaration des salariés de l’entreprise	25
9.4 Pénalités pour manquement aux obligations associées à la protection des données à caractère personnel.....	25
9.5 Autres pénalités.....	25
9.6 Répartition des pénalités entre co-traitants	26
Article 10 – MODALITES FINANCIERES DU MARCHE.....	26
10.1 Demandes de paiement	26
10.2 Dispositions applicables aux sous-traitants	27
Article 11 – DEVELOPPEMENT DURABLE.....	27
11.1 Considérations environnementales	27
11.2 Considérations sociales	28
Article 12 – PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR.....	28
12.1 Assurances.....	28
12.2 Autres obligations administratives.....	29
Article 13 – DISPOSITIONS GENERALES	29

13.1 Traitement des données à caractère personnel	29
13.2 Médiation	30
13.3 Clause stipulée non écrite	30
13.4 Litiges et contentieux	30
Article 14 – RESILIATION.....	30
Article 15 – DEROGATIONS AU C.C.A.G.....	31

Article 1 – OBJET ET PERIMETRE DU MARCHE

1.1 Préambule

Créé par la loi du 16 avril 1955, le Crous de Lille est un établissement public national à caractère administratif placé sous la tutelle du Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche.

Faisant partie du réseau des œuvres universitaires, ses missions sont définies aux articles L822-1 et R822-1 du code de l'éducation.

Le Crous de Lille est au service des 200 244 étudiants et des établissements d'enseignement supérieur de l'Académie du Nord Pas-de-Calais. En 2024, il disposait de 9 683 logements dans 52 Résidences Universitaires, il a servi 2 449 465 repas étudiants dans 62 structures de restauration dont 20 Restaurants Universitaires. Il gère 53 295 boursiers dont seule une partie des flux financiers est retracée dans les comptes de l'établissement (dispositif d'intervention pour le compte de tiers). Depuis 2018, il est l'opérateur régional de la collecte de Contribution de la Vie et Etudiante et de Campus (CVEC) 1 836 761 €.

La certification des comptes du Crous est issue d'une décision volontaire de l'établissement afin de donner à ses administrateurs l'assurance sur la fiabilité des comptes produits. Elle s'inscrit dans une démarche visant à améliorer la qualité comptable dont un audit de pré-certification des comptes 2024.

Le Crous de Lille est le second établissement du réseau des œuvres universitaires à entrer en certification volontaire de ses comptes. Cette démarche bénéficie du soutien du Centre National des Œuvres Universitaires (Cnous) et de son agent comptable dans le cadre de l'article R822-8 du code de l'éducation.

1.2 Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'exécution de prestations relevant du mandat de commissaires aux comptes de l'Etablissement Public du Crous de Lille portant sur les exercices 2025 à 2030 inclus, dans les conditions mentionnées au titre II du livre 8 et à l'article L.823-16 du code de commerce.

L'exercice comptable coïncide avec l'année civile.

Les comptes annuels du Crous de Lille comprennent le bilan, le compte de résultat et l'annexe.

La mission générale comporte deux volets indissociables, d'une part la certification des comptes annuels et des comptes consolidés, et d'autre part les vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires. Cette mission comprend également les travaux de contrôle du bilan d'ouverture du premier exercice certifié.

L'offre technique de chaque titulaire porte sur la totalité du mandat.

Les spécifications techniques de la prestation, objet du marché, sont définies au Cahier des Clauses Techniques Particulières.

1.3 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Le titulaire devra notamment :

- solliciter en temps utile toutes informations et / ou documents utiles au bon déroulement des prestations ;
- informer l'acheteur de toutes difficultés rencontrées ou dont il aurait connaissance dans le cadre de l'exécution du marché ;
- d'une manière générale, à mettre en œuvre tous les moyens et toutes les actions nécessaires au bon déroulement des prestations ;
- travailler dans un esprit de collaboration avec l'acheteur ;
- s'inscrire dans une recherche permanente d'optimisation et d'amélioration.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble de la réglementation. Cette disposition vaut non seulement pour la réglementation en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles réglementations qui deviendraient effectives en cours d'exécution de du marché.

Il est expressément entendu que les personnels du titulaire demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier. A ce titre, le titulaire exerce le contrôle du travail de son personnel et assure l'ensemble des obligations qui lui incombent en sa qualité d'employeur.

1.4 Droits et obligations de l'acheteur

L'acheteur s'engage à communiquer au personnel du titulaire toute information et tout document nécessaires à l'exécution des prestations, objet du marché.

L'acheteur est ainsi tenu en général à une obligation de collaboration et à ce titre met à la disposition du titulaire les informations le concernant et qui lui seraient nécessaires dans le cadre des présentes.

Article 2 – DESCRIPTION DU MARCHE

2.1 Définition de la procédure

La présente consultation est passée selon la procédure de l'appel d'offre ouvert, en application des articles L2124-1, L2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique.

2.2 Forme du marché

Le marché est conclu avec un engagement en valeur.

Le marché est mono-attributaire.

Le marché est passé à prix global et forfaitaire par application de la D.P.G.F..

2.3 Allotissement - Tranches

Il n'y a pas de décomposition en tranche, ni en lot.

La mission se déroulera en trois phases :

- l'orientation et la planification de la mission ;
- l'appréciation des risques liés au contrôle interne ;
- l'audit des comptes.

Les principaux éléments attendus sont rappelés dans le tableau figurant à l'article 3.3 du C.C.T.P..

En application de l'article 22 du CCAG-PI, l'acheteur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations qui font l'objet du présent marché à l'issue de chacune des phases ou sous-phases de mission définies dans les documents contractuels, lorsque les prestations sont scindées en plusieurs parties techniques à exécuter distinctement. Dans ce cas, l'acheteur notifie au titulaire sa décision d'arrêter l'exécution des prestations. Le marché est alors résilié à la date de réception de la notification de la décision. Les phases (ou sous-phases) de mission accomplies sont alors rémunérées sans abattement ni indemnité au titulaire. La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

2.4 Intervenants

2.4.1 Pouvoir Adjudicateur / acheteur

L'acheteur est le Crous de Lille.

Son représentant est le Directeur Général du Crous de Lille.

2.4.2 Titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché.

Ce ou ces interlocuteurs sont désignés par dérogation au CCAG de référence, dans l'offre du titulaire.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du marché. Le titulaire s'engage à informer, sans délai, le Crous de toute modification d'interlocuteur désigné.

2.5 Considérations relatives aux groupements d'opérateurs économiques et à la sous-traitance

2.5.1 Groupements d'opérateurs économiques

Lorsque que le co-traitant est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée peut-être prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord de l'acheteur.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit (8) jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

2.5.2 Désignation de sous-traitant(s) en cours d'exécution du marché

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent.

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la demande.

Article 3 – DOCUMENTS REGISSANT LE MARCHÉ - NOTIFICATIONS

3.1 Documents applicables

Le présent marché est soumis à l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et au décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 modifié, portant partie législative et réglementaire du Code de la Commande Publique.

Les documents contractuels, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant, régissant le marché sont, dans l'ordre décroissant de priorité :

- l'acte d'engagement et ses annexes,
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes :
 - le compte financier de l'exercice 2024 accompagné du rapport de l'ordonnateur (annexe 1),
 - l'organigramme du Crous (annexe 2),
- le planning d'exécution validé par le Crous (art. 4.3 du C.C.A.P.),
- le cahier des clauses administratives générales «prestations intellectuelles» (C.C.A.G. / P.I.),
- l'ensemble des textes législatifs et réglementaires qui s'applique au présent marché,
- la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF). Celle-ci n'a de valeur contractuelle que pour les prix d'unité qu'elle contient, la répartition des paiements en cas de groupement, et le cas échéant, pour l'établissement des situations, l'estimation / le règlement des éventuelles prestations modificatives. Les quantités qu'elle contient ne sont qu'indicatives, le marché étant conclu à prix global et forfaitaire. Il appartient au titulaire de mettre en œuvre toutes les quantités nécessaires à la réalisation complète des prestations décrites dans le cahier des charges techniques (C.C.T.P.) et réalisées dans les conditions de prix et d'organisation fixées par l'ensemble des pièces contractuelles.
- le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance (DC4).

Le marché conservé par le Crous fait seul foi en cas de contestation.

Le titulaire ne pourra se prévaloir d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du marché.

3.2 Documents non applicables

Les conditions générales de vente du titulaire ne sont pas applicables au présent marché.

3.3 Election de domicile et forme des notifications et informations

Tous les documents relatifs au présent marché, destinés au titulaire, sont adressés aux coordonnées figurant sur la partie B de l'acte d'engagement.

En cas de modification des coordonnées, le titulaire en avertit la Direction de la Commande Publique du Crous par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception de l'information.

3.4 Echanges dématérialisés

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE ou adresse électronique mentionnée dans les documents particuliers du marché) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Article 4 – DUREE DU MARCHE

4.1 Durée initiale du marché

Le marché est conclu pour une durée de six exercices comptables conformément à l'article L. 823-3 du code de commerce imposant la durée d'un commissaire aux comptes pour 6 ans.

Les dispositions du présent marché prennent effet à compter de sa date de notification.

Le marché est conclu pour la période allant de la date de notification jusqu'à la date d'approbation des comptes annuels de l'exercice 2030 par le Conseil d'administration. A titre indicatif, la date prévisionnelle du début d'exécution des prestations est fixée fin du troisième trimestre / début du quatrième trimestre 2025.

4.2 Délai d'exécution

Le titulaire devra respecter les délais sur lesquels il s'est engagé au moment de la remise de son offre, indiqués au C.C.T.P..

Le titulaire s'engage à respecter le phasage de la mission défini à l'article 3.3 du C.C.T.P., en prenant en compte la remise des livrables, ainsi que l'approbation des livrables par le pouvoir adjudicateur.

Le planning définitif sera le planning contenu dans l'offre du titulaire ajusté, le cas échéant, aux exigences de la mission, dans les conditions définies à l'article 3.4 du C.C.T.P..

Pour l'application de l'article 13.3 du CCAG-PI et lorsque le retard d'exécution est imputable au pouvoir adjudicateur, une prolongation du délai d'exécution sera accordée au titulaire sous réserve qu'il en ait fait la demande dans les conditions prévues à l'article 13.3.2 du CCAG-PI.

En cas de dépassement du délai prolongé, des pénalités de retard peuvent être appliquées l'acheteur.

4.3 Planning d'exécution

Pour chaque exercice, le phasage technique des prestations permet d'établir un planning prévisionnel phase par phase qui sera élaboré par le titulaire, en liaison avec le représentant du Crous, afin de déterminer :

- les différentes étapes de la mission,
- les différentes tâches à réaliser,
- les réunions,
- etc..

Le titulaire devra fournir une proposition de planning dans son offre.

Ce planning pourra être aménagé lors de la phase « Orientation et planification de la mission ». Ces adaptations se feront sous le contrôle et avec l'accord du responsable du Crous et ne pourront donner lieu à une modification des prix du marché.

Après acceptation par le Crous, le planning détaillé d'exécution deviendra contractuel et se substituera au planning prévisionnel proposé par le titulaire.

Article 5 – REGIME FINANCIER

5.1 Détermination, forme et contenu des prix

Les prix des prestations sont des prix nets exprimés en euros hors taxes (H.T.), en application de l'article 10.1.3 du C.C.A.G./P.I.. Ils sont exprimés en euros et cents d'euro et ne comportent donc au maximum que deux chiffres après la virgule. La nature et le taux des taxes frappant les prix seront exprimés avec précision dans l'offre.

Les prix sont réputés inclure tous les frais relatifs à l'exécution de la prestation, notamment :

- Toutes les charges fiscales, parafiscales et autres auxquelles sont soumises les prestations ;
- Les frais liés aux pièces ou éléments nécessaires à la réalisation des prestations ;
- Les frais d'études, de conseils, d'analyses, de courriels, de communications téléphoniques pour tous les contacts relatifs à une sollicitation du Crous ;
- Les frais de rédaction, de bureautique, de reprographie ;
- Les frais de dossier, fixes ou administratifs ;
- Tous les accessoires nécessaires à une parfaite exécution du marché ;
- La cession des droits P.I. prévue au présent C.C.A.P. ;
- Tous les autres frais supportés par le Titulaire pour l'exécution de la prestation ;
- Et les marges pour risques et les marges bénéficiaire.

Le prix initial constitue la définition du prix de règlement au premier jour d'exécution du marché.

Les prix des prestations sont révisables dans les conditions définies ci-dessous. Les prix sont révisables au sens défini à l'article R2112-13 du Code de la Commande Publique. La révision est faite à la demande de l'une ou l'autre des parties.

Concernant les frais de missions (déplacement, restauration, hébergement), ils pourront faire l'objet d'un remboursement sur justificatifs, en conformité avec le document remis par le titulaire lors du dépôt de son offre (politique du candidat en matière de frais de mission).

5.2 Révision des prix

5.2.1 Révision par référence aux indices I.N.S.E.E

Le prix des prestations est révisable dans les conditions suivantes.

Le montant forfaitaire de la mission de commissariat aux comptes portant sur l'exercice 2025 est ferme et définitif. Les prix figurant à l'acte d'engagement sont réputés établis aux conditions économiques du mois d'établissement de l'offre par le titulaire (mois de calendrier de la signature de l'acte d'engagement par l'opérateur économique). Ce mois est appelé mois zéro (M_0).

Les montants forfaitaires des missions de commissariat aux comptes portant sur les exercices suivants sont révisables annuellement, à la date anniversaire du marché (à savoir date anniversaire de la notification du présent marché), dit mois de révision des prix « M_r », par application de la formule suivante :

$$P_r = P_0 \times (I_{r-3} / I_0)$$

Dans laquelle :

- I = Indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) - CPF 69.20 - Services comptables, d'audits et de conseil fiscal - Base 2021 série INSEE n° 010766582. Cet indice est consultable sur le site <http://www.insee.fr/>.
- L'indice « 0 » désigne la valeur de l'indice concerné au mois d'établissement des prix (M_0), ou au trimestre correspondant, le cas échéant.
- L'indice « r-3 » désigne la dernière valeur publiée de l'indice trois mois avant la date anniversaire du marché (mois M_r), ou au trimestre correspondant, le cas échéant.
- P_0 et P_r désignent respectivement les prix en vigueur au mois « 0 » et au mois « r ».

La révision des prix est régie par les dispositions suivantes :

La révision peut intervenir à la demande du Crous ou du titulaire. La demande doit être formulée par courrier électronique avec accusé de réception ou par tout autre moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information, 60 jours avant l'application des nouveaux prix telle que décrite supra (à peine de forclusion). La demande du titulaire doit être adressée à la direction de la commande publique (service.patrimoine.et.marches@crous-lille.fr).

En cas de demande du titulaire, il effectue le calcul en mentionnant les mois et années de référence, la valeur de l'indice correspondant, et en détaillant les calculs intermédiaires.

Par dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG-PI, les calculs intermédiaires et le coefficient applicable sont arrondis à 3 décimales :

- par défaut lorsque la 4^{ème} décimale est comprise entre 0 et 4 ;
- par excès lorsque la 4^{ème} décimale est comprise entre 5 et 9.

En cas de désaccord, la partie concernée doit le formuler, par tout moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information, 30 jours avant la date d'effet de la révision des prix, accompagné des éléments justificatifs, uniquement conformes aux modalités et calculs énoncés dans le présent article. A défaut, les nouveaux prix seront appliqués.

En cas de modifications techniques entraînant l'insertion de prix nouveaux, ces prix nouveaux seront établis en date de valeur M_0 , sur la base des conditions économiques du mois de signature de l'offre et seront révisés par application de la formule indiquée ci-dessus.

5.2.2 Evolution des documents de référence

Si pendant la période d'exécution du marché, le document de référence servant de base au prix de règlement vient à être supprimé ou modifié, le marché est aménagé sur ce point par un avenant prenant une autre base de calcul du prix avec modification du coefficient le cas échéant.

A défaut d'accord entre les parties sur la rédaction de cet avenant, le marché serait automatiquement résilié à partir du jour de la suppression ou de la modification de la référence de base initiale.

5.2.3 Absence ou non parution de la cotation

Si la cotation utilisée n'est pas connue au moment d'établir les prix des prestations de la période suivante (non parution, retard de publication ou de transmission des documents, etc.), la cotation précédente sera reconduite pour une période qui ne saurait dépasser un mois. Au-delà de cette période, les deux parties pourront décider, d'un commun accord, la fixation du prix.

S'il y avait impossibilité d'arriver à un accord, le marché serait résilié de plein droit au terme du mois de reconduction des anciens prix.

5.3 Clause de sauvegarde

Si la hausse du prix excède 5 % sur 12 mois glissants, le marché peut être résilié par le Crous sans préavis et sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité par dérogation à l'article 38 du C.C.A.G. / P.I..

5.4 Avance

Sauf renonciation du titulaire porté à l'acte d'engagement du marché, une avance peut être versée sur la part du marché dont l'exécution n'est pas sous-traitée.

Son taux est fixé à 5 %. Pour les petites et moyennes entreprises, le taux de l'avance est porté à 30 %.

Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

5.5 Acomptes

Les prestations seront facturées à leur prix définitif. Il ne sera pas admis de facturation à prix provisoire ou d'acompte sur livraison à venir.

5.6 Répartitions des paiements

La remise d'une demande de paiement intervient après la réception de l'ensemble des prestations de chaque mission annuelle, conformément aux stipulations du marché.

5.7 Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire

Le titulaire du marché est dispensé de constituer un cautionnement. Le recouvrement des sommes dont il serait reconnu débiteur au titre du marché sera effectué selon la procédure de l'ordre de reversement.

La partie forfaitaire du marché peut-être cédée ou nantie dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique.

Le comptable assignataire compétent et l'Agent comptable du Crous de Lille.

5.8 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenue de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal. Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché, le bénéfice d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement ou l'échéance prévue au contrat.

Si, du fait du titulaire, il ne peut être procédé à toutes les opérations nécessaires au mandatement, le délai est suspendu pour une durée égale au retard qui en est résulté. En effet, en cas de modification des coordonnées bancaires du titulaire en cours d'exécution des marchés, celui-ci doit impérativement, dans les plus brefs délais, notifier ce changement à la Direction de la Commande Publique et fournir le relevé du numéro de compte bancaire international (I.B.A.N.).

5.9 Emission de titre de recette, le cas échéant

Lorsqu'une partie des prestations n'a pas été réalisée conformément aux dispositions du présent marché, le Crous se réserve la possibilité d'émettre un titre de recette afin de prendre en compte les pénalités d'indisponibilité ou toute autre indemnité.

5.10 Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du Code de la commande publique. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent marché le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du Code de la commande publique ;

- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;

- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent marché.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution du marché, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

5.11 Cession du marché

Le présent marché peut, en tout ou partie, être librement cédé par le titulaire sous réserve que :

- le cessionnaire présente des garanties professionnelles et financières suffisantes pour assurer la bonne exécution du marché ;
- la cession ne soit pas de nature à remettre en cause les éléments essentiels relatifs au choix du titulaire ;
- la cession ne soit pas de nature à modifier substantiellement l'économie du marché.

Dans le cas où la cession du marché doit intervenir au bénéfice d'une autre personne morale, le titulaire, afin d'obtenir l'accord préalable du Crous, informe ce dernier en temps utile et lui fournit les éléments nécessaires à son appréciation des capacités techniques, professionnelles et financières.

Article 6 – CONDITIONS ET MODALITES D'EXECUTION DU MARCHÉ

6.1 Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution du marché, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou plusieurs de ses intervenants.

Si en cours d'exécution du présent marché, la ou les personne(s) désignée(s) dans l'offre venai(en)t à être remplacée(s), le titulaire a obligation :

- d'en aviser immédiatement la personne représentant l'acheteur,
- de lui communiquer dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de l'avis d'information fait à la personne représentant l'acheteur le nom, les titres ainsi que les coordonnées du ou des remplaçant(s),
- de prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise, et notamment d'assurer le transfert de connaissances dans un souci de continuité du service rendu et de sa qualité associée.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, au vu des éléments fournis, l'acheteur se réserve le droit de récuser le(s) remplaçant(s) dans un délai de cinq (5) jours à compter de la réception des informations concernant le(s) remplaçant(s).

Le titulaire devra alors proposer un remplaçant dans les conditions fixées à l'alinéa précédent. En cours d'exécution, l'acheteur se réserve le droit de récuser le(s) interlocuteur(s) à tout moment. Le titulaire devra alors proposer un remplaçant dans les conditions fixées ci-avant.

Pour tout remplacement de personnel, le titulaire assure à ses frais la formation du remplaçant. La formation consiste en la transmission des connaissances du projet nécessaires à l'exécution des prestations.

Tout remplacement s'effectue à grade et compétence équivalents ou supérieurs. La notion d'équivalence inclut la compétence ainsi que l'expérience dans le domaine.

En aucun cas, le remplacement de personnel du titulaire ne peut entraîner une modification des conditions d'exécution du présent marché et notamment du prix ou des délais d'exécution.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché à l'issue de la deuxième récusation ou en l'absence de désignation de nouvel interlocuteur dans les délais impartis.

6.2 Exigences relatives aux prestations

Le titulaire est responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel, objet ou approvisionnement qui lui est confié dès que ce matériel, objet ou approvisionnement est mis effectivement à sa disposition. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le marché. Le titulaire doit les restituer sur simple demande de l'acheteur.

6.3 Modalités d'intervention

6.3.1 Dispositions générales

Le titulaire prend toutes mesures utiles et nécessaires pour accéder aux locaux de l'acheteur en cas de plan Vigipirate.

Le titulaire doit, avant l'intervention chez l'acheteur, se mettre en rapport avec celui-ci afin de lui faire préciser certaines particularités qui n'ont pas été spécifiées (heures, facilités d'accès à l'établissement).

6.3.2 Neutralisation

Les délais susmentionnés peuvent être neutralisés sur une période ou des périodes dont la durée totale ne pourra excéder 30 jours calendaires. La période, ou l'intégralité des périodes de neutralisation ne peuvent porter que sur la semaine n° 1, les mois de juillet et août, et la semaine n° 52 de chaque année civile.

6.4 Confidentialité et secret des affaires

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

Cette clause de confidentialité continuera de lier le titulaire pendant une période de trois (3) ans à compter du terme du présent marché, quelle qu'en soit la cause, sous réserve que les informations en question ne soient préalablement tombées dans le domaine public du fait du Crous ou d'un tiers.

Le titulaire consent, en application de l'article L.151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution du marché puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une

mission de conseil ou d'assistance à personne publique, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un marché de substitution.

L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

L'acheteur informe le titulaire par écrit quinze (15) jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

6.5 Principes et bonnes pratiques en matière d'achat de prestations intellectuelles

Conformément aux circulaires PM n° 6329/SG du 19 janvier 2022 relative à l'encadrement du recours par les administrations et les établissements publics de l'État aux prestations intellectuelles et n° 6391/SG de la Première ministre du 7 février 2023 sur le pilotage et l'encadrement du recours aux prestations intellectuelles informatiques, la conduite de ces transformations peut, dans certains cas précisément identifiés, conduire à recourir à des prestations intellectuelles pour :

- acquérir des compétences et expertises dont l'administration ne dispose pas à un instant donné pour lui permettre d'atteindre ses objectifs et mettre en œuvre les transformations attendues par les citoyens ;
- faire face à un besoin ponctuel en compétences et expertises complémentaires dans la conduite d'un projet lorsque les capacités des services ne permettent pas d'absorber la charge nécessaire à sa mise en œuvre dans les délais impartis ;
- éclairer les décideurs publics d'un regard extérieur afin d'intégrer les innovations ou bonnes pratiques, identifiées dans d'autres pays ou dans le secteur privé, qui pourraient être utiles à la bonne mise en œuvre de l'action et des services publics.

Article 7 – CONSTATATION DE L'EXECUTION DE LA PRESTATION

Pour chacune des prestations, objet du présent marché, des livrables associés sont décrits dans le C.C.T.P..

Les documents présentés par le titulaire sont remis à l'acheteur sur support papier (un exemplaire minimum) et sur format informatique dans un format compatible avec les outils bureautiques de l'acheteur (sous réserve de la conformité avec les éventuelles dispositions complémentaires définies au C.C.T.P. pour certains livrables).

Les opérations de vérification ont pour objectif de contrôler que les livrables, prestations et services fournis par le titulaire présentent les caractéristiques attendues par l'acheteur.

7.1 Vérification

Les opérations de vérification sont effectuées par l'acheteur dans les conditions définies à l'article 28 du CCAG-PI (sauf dérogations énumérées ci-dessous).

Les opérations de vérification permettent de valider le déroulement conforme des prestations et occasionnent deux types de constats :

- l'approbation des livrables,
- le constat de service fait.

7.1.1 Complétude des livrables

Conformément à l'article 28.4.2 du CCAG-PI, le titulaire avise par écrit le correspondant désigné par l'acheteur de la date de présentation. En complément dudit article, un délai minimum de quarante huit (48) heures entre la date de réception de l'avis et la présentation effective de la prestation doit être respecté.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG-PI, l'acheteur n'avise pas le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-PI, l'acheteur dispose pour approbation d'un délai de vingt et un (21) jours calendaires, à compter de la remise du document / livrable par le titulaire, pour émettre d'éventuelles remarques sur ce document, procéder aux vérifications et notifier sa décision de réception, d'ajournement, de refaction ou de rejet.

Sans observation formulée par l'acheteur à l'issue du délai indiqué ci-dessus, l'approbation du livrable est acquise de plein droit.

En revanche, si l'acheteur formule des observations, conformément à l'article 29.2.1 du CCAG-PI, le titulaire dispose de quinze (15) jours calendaires à compter de la date de réception de la décision d'ajournement pour livrer un nouveau document conforme intégrant ces observations, précisions ou modifications.

Par dérogation à l'article 29.2.2 du CCAG-PI, l'acheteur dispose alors à nouveau d'un délai de quinze (15) jours calendaires pour formuler ses observations.

Sans observation formulée par l'acheteur à l'issue de ce délai, l'approbation du second livrable est réputée acquise.

Si l'acheteur formule de nouveau des observations, par dérogation à l'article 29.2.1 du CCAG-PI, le titulaire dispose de quinze (15) jours calendaires à compter de la date de réception pour livrer un nouveau document conforme intégrant ces observations, précisions ou modifications.

Par dérogation à l'article 29.2.2 du CCAG-PI, l'acheteur dispose encore d'un délai de quinze (15) jours calendaires pour formuler ses observations.

Sans observation formulée par l'acheteur à l'issue de ce délai, l'approbation du troisième livrable est réputée acquise.

En revanche, si ce livrable n'est pas approuvé, outre la réfaction ou le rejet, l'acheteur peut résilier le marché après mise en demeure préalable aux torts exclusifs du titulaire.

Entre chacune des présentations se tiendra si nécessaire un point d'étape réunissant le Crous et le titulaire.

7.1.2 Constat de service fait pour les communications / restitutions (réunions, etc.)

Le titulaire informe l'acheteur de la réalisation complète des prestations (prestation entièrement réalisée) telles que prévues au marché.

L'acheteur atteste le service fait et notifie par courriel (ou par tout autre moyen) au titulaire l'admission des prestations, afin que celui-ci puisse adresser sa demande de paiement.

7.2 Réception, ajournement, réfaction et rejet des prestations

A l'issue des opérations de vérification, l'acheteur prend une décision de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions définies à l'article 29 du CCAG-PI (sauf dérogations relatives à l'article 29.2 énumérées ci-dessus).

A chaque approbation d'un livrable est associé un document formel, le procès-verbal de réception. Le but du procès-verbal de réception est d'officialiser le résultat des travaux de validation et du constat de service fait.

Article 8 – PROPRIETE INTELLECTUELLE

Le présent article restera en vigueur à l'expiration ou à la résiliation du présent marché, quelle qu'en soit la cause.

8.1 Propriété des connaissances antérieures

Chaque partie reste titulaire des informations et connaissances techniques, notamment le savoir-faire, les secrets commerciaux, les données, les bases de données, logiciels, les dossiers, les plans, les schémas, les dessins, les formules, et / ou tout autre type d'informations, sous quelque forme qu'elles soient, brevetables ou non, et / ou brevetées ou non, et tous les droits de propriété intellectuelle en découlant, nécessaires à l'exécution du marché, appartenant à une partie ou détenue par elle avant la date d'effet du présent marché ou indépendamment de la réalisation de la prestation et sur lesquels elle détient des droits d'utilisation (ci-après les « Connaissances antérieures »).

8.2 Cas des créations réalisées par le titulaire dans le cadre du présent marché

Il sera fait application de l'article 35 CCAG-PI.

Le titulaire sera amené à créer, dans le cadre de sa mission au titre des prestations, des Œuvres protégeables au titre du droit d'auteur y inclus, sans que cette énumération ne soit exhaustive, des études et travaux d'analyse, livrables, rapports, schémas, tableaux, et autres documents (ci-après « les Œuvres » ou « les RÉSULTATS »).

Tous les RÉSULTATS, même partiels, des prestations intellectuelles, objet du présent marché, sont régis par les dispositions de l'article 32 du CCAG-PI, complétées par celles du présent article.

Le titulaire cède à titre exclusif au Crous, l'ensemble des droits d'exploitation visés à l'article 35.2 afférents aux RÉSULTATS des prestations intellectuelles, objet du présent marché, en tout en partie ensemble ou séparément, en tous formats et par tous procédés, qu'il s'agisse d'étapes intermédiaires ou de documents définitifs.

Le Crous est habilité à accorder à des tiers, le cas échéant par voie de cession, toutes les autorisations de reproduire, représenter et adapter les RÉSULTATS dans la limite des droits et modes d'exploitation qui lui sont conférés par le présent article.

Le titulaire fait son affaire d'obtenir des auteurs, et plus généralement créateurs, qu'ils soient ou non ses salariés ou ses fournisseurs la cession des droits de propriété intellectuelle énumérés plus haut. En tout état de cause, le titulaire garantit au Crous de la jouissance totale et libre de toutes servitudes des droits cédés contre toute revendication, trouble ou éviction quant aux droits de propriété intellectuelle cédés.

Le prix de cette cession est forfaitairement compris dans les prix indiqués à l'acte d'engagement. En effet, la rémunération de la mission du titulaire au titre des prestations, objet du présent marché, inclut la rémunération de la cession de l'ensemble des droits d'auteur du titulaire sur les Œuvres, cette cession intervenant pour un montant forfaitaire étant donné la nature et la destination des Œuvres.

Cette cession intervient au fur et à mesure de la réception des Œuvres.

8.3 Cas des créations réalisées par le Crous et confiées au titulaire

Le titulaire n'acquiert aucun droit de propriété intellectuelle d'aucune sorte, du fait de l'exécution des prestations prévues dans le cadre du marché lorsque des supports créés par le Crous leur ont été remis pour permettre la réalisation des prestations. Le titulaire doit les restituer au Crous, sur simple demande.

En cas de liquidation judiciaire du titulaire ou de résiliation du présent marché, la restitution de ces supports a lieu au plus tard à la date d'effet de la décision de résiliation.

8.4 Cas des créations réalisées par le titulaire à partir de ses Connaissances antérieures

Conformément à l'article 34 du CCAG-PI, le titulaire concède, à titre non exclusif, au Crous le droit d'utiliser de façon permanente, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, les Connaissances antérieures nécessaires pour utiliser les RESULTATS, pour les besoins découlant de l'objet du marché. Ce droit comprend le droit de reproduire, de dupliquer, de charger, d'afficher, de stocker, d'exécuter, de représenter les Connaissances antérieures pour utiliser les RESULTATS.

La concession des droits sur les Connaissances antérieures est comprise dans le prix du marché. Les droits sont concédés pour la durée des droits d'exploitation portant sur les RESULTATS, tel que visé à l'article [8.2](#) du présent document.

8.5 Droit moral

En application de l'article L.121-1 du code de la propriété intellectuelle, le nom du titulaire figurera sur les documents fournis au titre des prestations.

Le titulaire consent expressément à la divulgation des contenus pour les exploitations des différents éléments des contenus qu'il réalise dans le cadre du présent marché.

Si la prestation fait l'objet d'un rejet par le pouvoir adjudicateur, aucun droit au nom ne pourra être revendiqué par le titulaire.

8.6 Cas des progiciels utilisés pour l'exécution des prestations

Le titulaire fait son affaire de la validité et de la licéité des versions de progiciels qu'ils utilisent pour l'exécution des prestations. Il lui appartient de vérifier, auprès des développeurs et détenteurs de droits sur ces progiciels, qu'il détient les droits d'utilisation des différentes versions utilisées pour l'ensemble des postes informatiques qu'il utilise. De même, il appartient au titulaire de vérifier qu'il possède les droits d'utilisation des polices de caractères nécessaires à la bonne exécution des prestations. En aucun cas, la responsabilité du Crous ne peut être recherchée pour le non-respect par le titulaire des présentes dispositions.

Article 9 – PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI :

9.1 Pénalités pour retard

Le titulaire s'engage à respecter le planning définitif des prestations en prenant en compte la remise, les opérations de vérification et l'acceptation des livrables par l'acheteur.

En cas de non-respect des échéances et du calendrier, et notamment en cas de retard dans la livraison des livrables clés, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée par l'application de la formule suivante :

$$P = (V \times R) / 300$$

- P : montant des pénalités
- V : valeur pénalisée. Cette valeur est égale au montant forfaitaire de la mission de commissariat aux comptes portant sur l'exercice correspondant, en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA.
- R : le nombre de jours de retard.

Le montant de ces pénalités est plafonné à 30 % du montant total H.T. du marché.

En cas de retard cumulé d'exécution des prestations supérieur à trente (30) jours, l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché aux torts exclusifs du titulaire.

Dans le cas de résiliation du marché, les pénalités de retard sont éventuellement décomptées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

Le Crous a la possibilité de renoncer partiellement ou totalement aux pénalités de retard dues par le titulaire sous réserve toutefois que cet abandon de créance ne puisse être assimilé à un avantage injustifié au sens de l'article 432-14 du code pénal. Cette renonciation peut prendre la forme soit d'un avenant de report des délais d'exécution du marché, soit d'une décision d'exonération partielle ou totale.

9.2 Pénalités liés à la conduite des prestations

En cas d'interruption constatée dans l'exécution des prestations (art. 6 CCAP : non remplacement personne de l'équipe affectée aux prestations, etc.), le titulaire peut encourir des pénalités journalières d'un montant de 50 € par jour calendaire de retard. Le montant de ces pénalités est plafonné à 10 % du montant total H.T. du marché.

9.3 Pénalités relatives à la déclaration d'activité de l'entreprise et la déclaration des salariés de l'entreprise

Conformément à l'article L.8222-6 du code du travail, lorsque l'acheteur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, il le met en demeure de cesser immédiatement la situation, et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle des résultats de cette démarche.

En l'absence de régularisation satisfaisante dans le délai imparti (délai fixé par décret en Conseil d'Etat), l'acheteur peut imposer des pénalités, ou résilier le marché, sans indemnité, le cas échéant, au frais et risques du titulaire.

Le montant des pénalités est, à ce titre, au plus égal à 10 % du montant total H.T. du marché, et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail.

9.4 Pénalités pour manquement aux obligations associées à la protection des données à caractère personnel

En cas de méconnaissance de la réglementation liée à la protection des données à caractère personnel et des stipulations du présent document, les pénalités suivantes seront appliquées : pénalité forfaitaire de 50,00 € euros pour non transmission du nom et des coordonnées du DPD du titulaire, pour absence de notification à l'acheteur d'une violation de données à caractère personnelle, pour non-teneur du registre des activités de traitement.

Conformément au C.C.A.G. de référence, l'acheteur peut résilier le marché pour faute du titulaire en cas de manquement grave et répété, par le titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévues par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières du marché.

9.5 Autres pénalités

La réalisation complète de l'ensemble des objectifs définis dans le présent document constitue une obligation essentielle du titulaire. Dans les cas où les objectifs ne seraient pas totalement atteints, les pénalités suivantes pourront être appliquées, sans mise en demeure préalable :

Libellé	Valeur attendue	Montant des pénalités
Absence à une réunion ou convocation sans justification	Aucune absence non justifiée pendant la durée du marché	50 € par absence

9.6 Répartition des pénalités entre co-traitants

En cas de co-traitance et lorsque le paiement est effectué sur des comptes séparés, le montant des pénalités est réparti entre les co-traitants conformément aux indications figurant dans l'acte d'engagement.

En l'absence d'indications, les pénalités sont retenues en totalité au mandataire.

Article 10 – MODALITES FINANCIERES DU MARCHÉ

10.1 Demandes de paiement

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

Au cas où une partie des prestations n'aurait pas été réalisée conformément aux stipulations du présent marché, l'acheteur se réserve la possibilité de mettre en œuvre un paiement partiel définitif de la mission.

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Toutes les factures postées sur Chorus-Pro devront obligatoirement porter mention du numéro SIRET du Crous de Lille à savoir : 185 911 500 01012, lequel est repris sur les bons de commande.

Toutes les factures devront également faire mention du code service 1001.

Si l'une de ces mentions ne figure pas sur la facture, cette dernière sera rejetée.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

10.1.1 Mode portail

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;

- saisir directement ses factures.

10.1.2 Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers.

L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc..

10.1.3 Mode EDI (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs.

L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

10.2 Dispositions applicables aux sous-traitants

Le titulaire joint, à la demande de paiement, une attestation indiquant la somme à régler par l'acheteur à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans le prix prévue dans le contrat de sous-traitance.

Pour les sous-traitants d'un membre du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire à la demande de paiement, signée par celui des co-traitants qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par l'acheteur au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans le contrat de sous-traitance.

Si le signataire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

Article 11 – DEVELOPPEMENT DURABLE

11.1 Considérations environnementales

Tous les documents livrables doivent être mis à disposition de préférence au format dématérialisé et à la demande de l'acheteur sur supports en papier. Le papier est alors sur supports en papier recyclé ou éco-labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (par ordre de

priorité : papier recyclé, papier éco-labellisé ecolabel européen, NF Environnement, Ange bleu ou équivalent, papier certifié issu de forêts gérées durablement labellisé PEFC, FSC ou équivalent, grammage le plus fin possible). En cas de recours à la reprographie, le mode recto -verso et en noir et blanc est privilégié. Les documents papiers sont limités et le coût de la reproduction est compris dans le forfait global.

Les documents dématérialisés partagés par le titulaire sont compressés autant que possible tout en conservant leur lisibilité.

Lors de ses déplacements, le titulaire privilégie, pour l'accès aux sites concernés par le marché, les déplacements à pied, avec des véhicules à propulsion humaine ou en transports en commun. Si l'utilisation de véhicules individuels est indispensable, le parc servant à l'exécution des prestations comprend de préférence des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicules (GNV), à l'hydrogène ou encore des véhicules hybrides (mixtes électriques et essence) conformes aux normes en vigueur.

Le titulaire propose une organisation permettant d'optimiser les déplacements.

11.2 Considérations sociales

Le présent marché ne comprend pas de considérations sociales.

Article 12 – PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR

12.1 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification de du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et / ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

12.2 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire par courriel à la Direction de la Commande Publique.

Si le titulaire, et / ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

Article 13 – DISPOSITIONS GENERALES

13.1 Traitement des données à caractère personnel

L'acheteur est responsable du traitement des données à caractère personnel. Le titulaire est sous-traitant au sens du RGPD.

Dans le cadre du présent marché, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

13.2 Médiation

Le présent marché est conclu et est exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

Les échanges intervenus entre les parties en application de la présente clause de médiation doivent rester confidentiels.

13.3 Clause stipulée non écrite

Si une ou plusieurs stipulations du présent marché sont tenues pour non valides ou déclarées comme telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, elles seront réputées non écrites, cependant que les autres stipulations du marché conserveront toute leur force et leur portée.

13.4 Litiges et contentieux

Le présent marché public est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Lille.

Article 14 – RESILIATION

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

Le marché peut être résilié conformément aux dispositions du C.C.A.G. de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

Par dérogation au C.C.A.G. de référence, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire n'a pas le droit à une indemnité de résiliation.

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au C.C.A.G. de référence.

Article 15 – DEROGATIONS AU C.C.A.G.

Liste non exhaustive des dérogations applicables :

Articles du C.C.A.P.	Articles du C.C.A.G. auxquels il est fait dérogations
2.4.2 « Titulaire »	3.4.1
5.2.1 « Révision par référence aux indices INSEE »	10.2.3
5.4 « Clause de sauvegarde »	38
6.1 « Remplacement des intervenants »	3.4.3
7.1.1 « Complétude des livrables »	28.2, 28.5, 29.2.1, 29.2.2
9 « Pénalités »	14
14 « Résiliation »	36 et suivants